

LA POLARISATION POLITIQUE DANS LES VILLES ET LES BANLIEUES AU CANADA : L'IMPORTANCE DU LIEU DE RÉSIDENCE ET DU CONTEXTE

Conférence de R. Alan Walks – University of Toronto
à l'INRS-UCS, le 28 novembre 2003
Compte rendu de Magali Dupont

RÉSUMÉ

Cette synthèse reprend brièvement les propos de R. Alan Walks qui a présenté, dans le cadre de sa conférence, les grandes lignes et les conclusions de sa thèse de doctorat. Il y aborde le phénomène de développement des banlieues (suburbanisation) et son impact sur les idéologies politiques et les politiques sociales, ou encore l'importance que revêt le lieu de résidence pour façonner l'orientation de ces politiques.

Pour plus de détails, nous vous invitons donc à consulter sa thèse intitulé : *Polling Apart : Suburbanization and the Political Polarization of Large Canadian Urban Regions, 1945-2000*. Department of Geography, University of Toronto, 2003.

1. QUESTIONS DE RECHERCHE

- a. Les centres urbains et les banlieues canadiennes divergent-elles dans leurs comportements électoraux ?
- b. Le cas échéant, ce phénomène pourrait-il être dû à un effet indépendant du lieu de résidence en zone urbaine ?
- c. La polarisation (concentration) est-elle seulement observable au niveau des comportements électoraux ou existe-t-elle également au niveau des valeurs et des attitudes ?
- d. Qu'est-ce qui peut causer cette polarisation politique entre les villes centres et les banlieues ?

2. LA PROBLÉMATIQUE : LA SUBURBANISATION ET LA TENDANCE POLITIQUE VERS LA DROITE

De nombreux observateurs aux États-Unis, en Grande-Bretagne et au Canada ont longuement discuté de la suburbanisation comme étant l'un des facteurs de changement vers des politiques de droite. En effet, les Américains avaient constaté, dès les années 1950, que les centres urbains tendaient à appuyer plus fortement les démocrates, alors que les banlieues penchaient davantage du côté républicain. Or, on avait déjà constaté que les banlieues étaient en croissance et que les États-Unis pourraient éventuellement être confrontés à la « républicanisation » de leur pays.

Les résultats de nombreuses recherches empiriques avaient amené les chercheurs à conclure que les comportements électoraux étaient beaucoup plus déterminés par des caractéristiques individuelles (classe, revenu, ethnie, éducation, etc.) et que le lieu de résidence n'avait pas

vraiment un effet indépendant de ces facteurs. Ils prévoyaient par ailleurs que la différence ville/banlieue s'estomperait avec le temps à mesure que la population des banlieues se diversifierait.

Des recherches plus récentes ont toutefois révélé que les comportements électoraux observés dans les villes centres et les banlieues sont de plus en plus divergents, particulièrement depuis 1980. Ces nouvelles recherches démontrent de surcroît que le lieu de résidence pourrait justifier en partie les différences observées.

Au Canada, les médias semblent avoir développé un intérêt croissant pour la question au cours des dernières années. Lors des dernières élections provinciales en Ontario, les quotidiens ont mené de nombreux sondages afin de savoir s'il existait des différences au niveau du vote entre la ville centre et la banlieue de Toronto. Les éditorialistes affirmaient par exemple que le vote de la banlieue déterminerait l'issue des élections ou s'interrogeaient sur la probabilité que la banlieue demeure autant à droite que lors des élections précédentes.

Malgré ces interrogations, il n'y a eu que très peu de recherches empiriques de nature historique sur la suburbanisation et ses conséquences sur les politiques sociales canadiennes.

3. LES APPROCHES THÉORIQUES ET LES HYPOTHÈSES DE RECHERCHE

Quelles sont les théories développées ou les courants théoriques utilisés pour expliquer les variations électorales entre le centre et la périphérie ?

3.1 Empirique/comportementale

Selon les tenants de ces théories, les différences politiques observées selon le lieu de résidence sont réellement déterminées par les caractéristiques sociales et individuelles des citoyens telles que le revenu, l'ethnie, la religion, le niveau d'éducation, etc.

3.2 Les explications structurantes

Les variations électorales entre la ville centre et la banlieue pourraient être justifiées par des facteurs structurants, par exemple un quartier constitué essentiellement de logements locatifs et un quartier composé de maisons unifamiliales. Certaines études révèlent notamment que les locataires, préoccupés par les problèmes de logement qui les opposent aux propriétaires, seraient plus enclins à voter à gauche, alors que les propriétaires soucieux de protéger leurs investissements auraient une plus forte tendance à voter à droite.

Les comportements collectifs de consommation constituent un autre type d'explications possibles. Les personnes qui dépendent des services publics, que ce soit le transport en commun, l'habitat social ou le système de santé et d'éducation publique, auraient plus tendance à soutenir l'État providence. En contrepartie, les individus qui favorisent le marché privé, l'automobile, la propriété et l'école privées voteraient davantage à droite puisque, utilisant moins les services publics, ils préféreraient payer moins de taxes. Or, il y a une plus forte concentration de gens qui dépendent des services publics (habitat social, transport en commun, etc.) dans les villes centres que dans les banlieues, et ces caractéristiques ont des implications au niveau de l'espace.

3.3 Culture et style de vie

Les comportements électoraux seraient déterminés par la recherche d'un style de vie et l'identification à un groupe (et à un lieu d'habitation) qui partage les mêmes valeurs. Ces valeurs transcendent des facteurs individuels tels que l'ethnie, la classe sociale, le revenu, etc. Les « gentrifiers », par exemple, préféreraient la ville à la banlieue à cause de certaines de leurs valeurs culturelles.

3.4 Les interactions interpersonnelles et le flux d'information

Il existe deux types d'explications : le contexte social de l'information et le contexte spatial (géographique) de l'information. Le contexte social inclut les personnes en interaction, les conversations entre voisins, avec la famille, les amis. Ces interactions influencent l'opinion des gens au niveau local et sont désignées par l'expression « conversion par conversation », ce que certains chercheurs décrivent par l'expression « effet de proximité » (*neighbourhood effect*).

Pour ce qui est du contexte spatial de l'information, il s'agit de l'information absorbée (une forme d'acculturation) à travers les activités quotidiennes structurées spécifiquement dans l'espace, mais pas socialement. Par exemple, le fait d'utiliser le transport en commun renforcerait l'idée de solidarité avec les autres usagers, alors que l'automobile exacerberait le sentiment d'être en compétition avec les autres automobilistes.

4. STRUCTURE DE LA RECHERCHE ET DÉFINITION DES CONCEPTS

Le chercheur a tenté d'évaluer certaines des théories décrites précédemment pour expliquer pourquoi il existe des divergences dans les comportements et attitudes politiques entre les villes et les banlieues. Il a privilégié une structure de recherche à plusieurs niveaux en examinant d'abord les données agrégées des comportements électoraux lors des élections fédérales et provinciales en Ontario.

Il a ensuite examiné les données des études effectuées par Élections Canada sur les intentions de vote et les attitudes politiques pour chacune des élections fédérales depuis 1965. Chaque étude a été effectuée auprès de 3 500 répondants. Les réponses obtenues ont été codées selon le lieu de résidence en zone urbaine et périurbaine (centre, banlieues internes qu'on désigne par l'expression « première couronne », banlieues externes nommées « deuxième ou troisième couronne »), excepté pour deux études qui ne comprenaient aucune donnée géographique, de circonscription ou de code postal.

Enfin, monsieur Walks a effectué sa propre enquête auprès de 203 habitants d'un district électoral de la région Torontoise (Beaches-East York).

4.1 Définir les banlieues et les villes centres : unités politiques et style de vie/forme urbaine (type)

Il existe deux façons de définir les centres urbains et les banlieues : selon les frontières politiques de la ville ou selon des critères reliés au style de vie ou à la forme urbaine. Les frontières politiques sont plus fréquemment utilisées dans les recherches états-uniennes pour définir les centres urbains et les banlieues. L'usage de cette définition en contexte américain est plus facilement justifiable puisque les municipalités constituent des centres politiques et

administratifs plus importants qu'au Canada où sont gérés la plus grande part des services locaux.

Le lieu de résidence défini selon le style de vie/la forme urbaine prend en compte des facteurs tels que la période de développement ou de construction combinée au type d'habitation, à la densité de l'aménagement, etc. Par exemple, les centres urbains construits avant la Deuxième Guerre mondiale présentent un développement urbain plus dense et un type d'habitation très différent des banlieues développées après 1945.

Les analyses effectuées par l'auteur révèlent de façon générale que, quelle que soit la définition utilisée, il y a très peu de différences dans les résultats, sauf quelques exceptions qui seront abordées plus loin dans ce texte.

4.2 Les aires d'études : les trois plus grandes régions urbaines comparées au reste du Canada

La recherche se concentre sur les trois plus grandes régions urbaines du Canada : Vancouver, Montréal et Toronto (région qui inclut également Hamilton et Oshawa). Chacune des régions a été divisée en trois zones : le centre urbain construit avant la Deuxième Guerre mondiale, la banlieue de première couronne entourant le centre, qui a été construit ou construite (c'est la banlieue ou le centre qui a été construit avant 1970 ?) avant les années 1970, et enfin les banlieues extérieures (2^e et 3^e couronnes) construites après 1970. Le tiers de la population du Canada habite dans ces régions.

5. RÉSULTATS

5.1. Les centres urbains et les banlieues canadiennes divergent-elles dans leurs comportements électoraux ?

D'après les résultats de l'élection fédérale de 2000, il existerait une différence importante de comportements électoraux dans la région de Vancouver. La ville centre et une partie de la première couronne ont voté libéral et NPD (Nouveau parti démocratique), alors que le reste de la zone urbaine a appuyé de façon unanime l'Alliance canadienne.

À Montréal, tant en 1997 qu'en 2000, le vote est beaucoup plus structuré sur la base de la langue maternelle que dans les autres provinces canadiennes. Le Parti libéral a toutefois remporté la majeure partie des circonscriptions sur l'île de Montréal, à Laval et dans une partie de la Rive-Sud, alors que le reste du Québec a appuyé de façon unanime le Bloc québécois.

Lors des élections fédérales de 2000, les Libéraux ont totalement balayé leurs adversaires en Ontario. Aux élections provinciales de 1997, une circonscription dans chacune des villes centres de Hamilton et de Toronto a élu un candidat du NPD, le reste du centre ayant appuyé le Parti libéral. Le Parti conservateur l'a remporté haut la main dans le reste de l'Ontario.

5.1.1 L'index du vote intra-urbain

L'auteur a construit un index afin de comparer, pour chacun des partis, la part du vote dans les banlieues et la part du vote dans la ville centre (% du vote accordé au parti en banlieue / % du vote accordé au parti dans la ville centre) * 100). Un résultat de 100 signifie qu'il n'y avait pas

de différence. Les comportements électoraux ont très peu varié de la ville centre à la banlieue dans les années comprises entre 1945 et 1970. À partir de 1979, toutefois, le vote a commencé à se polariser (ou à se concentrer de part et d'autre). Le NPD obtenait de plus en plus d'appuis des villes centres, alors que les banlieues favorisaient davantage le Parti réforme et le Parti conservateur ; cette tendance est encore plus marquée dans les banlieues externes. Il y avait très peu de différence entre la ville centre et la banlieue au niveau des votes accordés aux Libéraux, à l'exception de l'élection de 1980 sous le règne de Brian Mulroney.

Quelle que soit la définition utilisée pour définir les diverses zones intra-urbaines, les résultats demeurent à toute fin pratique les mêmes, à l'exception toutefois du vote accordé au Bloc québécois. La banlieue semble accorder au Bloc un appui plus important lorsque la zone urbaine est définie selon les frontières municipales, alors que la variable style de vie/forme urbaine ne révèle que très peu de différence au niveau des comportements électoraux entre la banlieue et la ville centre.

5.1.2 L'index d'apprentissage idéologique (*ideological learning index*)

Les villes centres divergent-elles du reste du Canada ? Qu'en est-il des banlieues ?

L'auteur a construit un second « index d'apprentissage idéologique » (*index of ideological learning*) afin de comparer la composition des appuis politiques dans chaque zone urbaine aux appuis accordés dans le reste du Canada (ou au reste de l'Ontario pour les élections provinciales) entre 1945 et 2000. Cet index est calculé, dans chacune des zones urbaines, selon le ratio entre la part du vote accordé aux partis de droite et la part du vote accordé aux partis de gauche comparé au même ratio pour le reste du Canada ($[\% \text{ du vote à droite} / \% \text{ du vote à gauche dans une zone intra-urbaine}] / [\% \text{ du vote à droite} / \% \text{ du vote à gauche dans le reste du Canada}] * 100$). Un ratio de 100 indique la parité au niveau de l'apprentissage idéologique, c'est-à-dire un mélange de valeurs de droite et de gauche entre une zone urbaine particulière et le reste du Canada. Un résultat supérieur à 100 indique que la zone choisie tend davantage vers la droite, alors qu'un résultat inférieur à 100 indique que la zone tend plus vers la gauche que le reste du Canada.

De 1945 jusqu'au milieu des années 1960, les villes centres et les banlieues avaient tendance à se situer un peu plus à gauche que le reste du pays. À partir du milieu des années 1960 jusqu'à environ 1980, les trois zones urbaines et le reste du Canada partagent les mêmes vues politiques légèrement à gauche. À partir de 1980, toutefois, les centres urbains ont continué à appuyer des partis de gauche, alors que les banlieues se sont positionnées encore plus à droite que le reste du Canada.

5.2 Le cas échéant, ce phénomène pourrait-il être dû à un effet indépendant du lieu de résidence en milieu urbain ?

Les données recueillies par Élections Canada depuis 1965 ont été utilisées afin de répondre à cette question. Ces enquêtes téléphoniques effectués auprès de 3 500 répondants abordent des questions telles que les intentions de vote, les attitudes politiques, les sentiments pour les partis et leur chef, etc.

L'auteur a effectué des analyses de régression logistique (inversée) pour chacun des partis pour lesquelles la variables dépendantes constituées des attitudes et des comportements

électorales étaient confrontées à 51 variables contrôlées, dont 45 de type individuel (genre, âge, statut familial, niveau d'éducation, revenu, situation d'emploi, statut d'immigration, race et ethnie, langue, religion) et 6 de type régional (région, zone intra-urbaine).

Pour l'ensemble des études effectuées par Élections Canada, le lieu de résidence semble avoir très peu d'impact sur l'appui accordé au Parti libéral et au Bloc québécois. Il n'y a, par ailleurs, pas beaucoup plus de concentration au niveau des votes accordés au Parti conservateur sur la base du lieu de résidence. Malheureusement, il n'existait pas de données de nature géographique pour les élections de 1988, période (ou date) où l'enjeu du libre-échange aurait peut-être révélé une certaine polarisation entre la ville centre et la banlieue.

Pour ce qui est du NPD, toutefois, la polarisation du vote a grandement évolué à travers les diverses élections. Fait intéressant, les banlieues externes étaient, en 1965, plus susceptibles de voter NPD que le reste du Canada. Les résultats tendent graduellement à prendre une tangente inverse, à tel point qu'en 2000, les habitants de ces banlieues avaient 1/3 moins de chance de voter NPD que le reste du Canada. C'est le phénomène tout à fait opposé pour les villes centres qui, depuis 1984, ont significativement plus de chance de voter NPD. Les probabilités en 2000 sont trois fois plus élevées, ceci bien sûr en contrôlant les 51 autres variables, incluant le revenu et l'ethnie.

Il existe une certaine polarisation au niveau du vote accordé au Parti réforme/Alliance canadienne, plus particulièrement lors de l'élection de 1997. Les villes centres avaient à peu près 1/3 des probabilités de choisir ce parti, alors que les banlieues externes (deuxième et troisième couronnes) étaient environ 1,5 fois plus susceptibles de voter pour eux. En 2000, toutefois, les banlieues et les villes centres ont été moins enclines à voter pour ce parti.

5.2.1 À quel point le lieu de résidence est-il important pour expliquer les comportements électoraux ?

Afin de déterminer l'impact du lieu de résidence intra-urbain sur les comportements électoraux, l'auteur a tenté de mesurer l'importance relative de ce facteur en relation avec les autres variables.

Le lieu de résidence semble avoir très peu d'impact sur le vote du Parti libéral lorsque cette variable est comparée aux variables « religion » et « région », puisqu'il n'explique qu'un faible 7% de variation. Même portrait pour le vote Conservateur, la variable « région » étant plus pertinente pour justifier les différences électorales entre la ville centre et la banlieue. Enfin, le lieu de résidence est à peine plus important pour le Parti réforme/Alliance canadienne. Pour le Bloc québécois, très peu de variation peut être expliqué par le lieu de résidence, la langue étant définitivement le facteur déterminant.

En ce qui a trait au vote accordé au NPD, le lieu de résidence n'est pas très déterminant jusqu'en 1974, mais il a pris une importance grandissante pour justifier les appuis qui leur sont accordés. Les variables « région » et « classe sociale » (incluant le statut d'emploi, le revenu, etc.) demeurent les variables les plus déterminantes pour les votes accordés au NPD. En 2000, toutefois, le lieu de résidence en milieu urbain a eu un impact plus important que la variable « classe sociale » pour justifier le vote accordé au NPD.

5.3 La polarisation est-elle seulement observable au niveau des comportements électoraux ou existe-t-elle également au niveau des valeurs et attitudes politiques ?

Jusqu'à la fin des années 1990, le lieu de résidence ne semble pas déterminant en ce qui a trait aux attitudes et aux valeurs politiques. Les opinions et orientations politiques sont évaluées à partir d'affirmations visant à déterminer les tendances vers la droite ou vers la gauche, particulièrement en matière de valeurs sociales (voire les femmes, la famille, l'immigration, la culture, etc.) Quel est l'impact du lieu de résidence pour justifier ces attitudes ? L'analyse démontre que les villes centres sont associées à la gauche, alors que les banlieues externes sont associées à la droite.

En effet, des 55 variables du modèle construit par l'auteur, le fait de résider dans les banlieues extérieures était le plus fort déterminant pour l'affirmation « l'État providence rend les gens paresseux ». Même chose pour les valeurs sociales : les villes centres sont plus à gauche, les banlieues plus à droite du spectre politique, avec toutefois quelques exceptions. En effet, certains tenants de la droite sont plus susceptibles d'affirmer que « l'immigration, c'est bon pour le Canada », mais dans la même foulée affirment que le « Canada devrait accueillir moins d'immigrants ». Ils sont également moins enclins à dire que « les citoyens natifs du Canada devraient avoir la priorité », mais en contrepartie ils sont moins susceptibles de croire que « les minorités ont besoin de droits particuliers ». L'auteur commente, dans sa thèse doctorale, ces affirmations qui reflèteraient assez bien l'attitude néo-libéraliste ou le libéralisme entrepreneurial vis-à-vis de l'immigration.

5.4 Qu'est-ce qui peut causer cette concentration politique dans les centres urbains et les banlieues ?

Pour tenter de répondre à cette question, l'auteur a effectué 203 entrevues dans une circonscription électorale de la région de Toronto : Beaches-East York. En choisissant une seule circonscription, il lui était possible de contrôler les effets de leader puisque les citoyens ont voté pour un seul candidat qui représente les mêmes valeurs et les mêmes convictions. Deuxièmement, les limites de cette circonscription correspondent à la fois à la définition du style de vie/forme urbaine et aux frontières politiques municipales. Elle comprend trois districts distincts :

Zone 1 : Ville-centre Toronto/Beaches

Construite en grande partie entre 1860 et 1930, elle présente un aménagement à densité modérée avec des lots et des rues étroits. Les habitants y bénéficient d'un excellent accès au transport en commun. La partie sud se gentrifie depuis plusieurs années déjà et, de fait, présente une forte population de classe moyenne. En fait, avec l'accès à la promenade et à la plage, ce quartier est très en vogue.

Zone 2 : Ville-centre East York

Construite en grande partie entre 1900 et 1950, elle présente un aménagement à densité modérée avec des lots également étroits mais des rues sensiblement plus larges. On y retrouve quelques bungalows construits après la guerre. Le quartier, qui comprend également des secteurs industriels et commerciaux, est un peu plus pauvre que le précédent.

Zone 3 : Banlieue première couronne East York

Construite en grande partie entre 1945 et 1965, on y retrouve un aménagement à densité plus faible pour une plus grande part avec des lots et des rues plus larges. Un fait important à signaler, toutefois, le quartier est constitué à 51 % de locataires en raison de la présence d'un complexe d'habitat social. Le reste du district est constitué en grande partie de maisons unifamiliales.

Les différences observées au niveau des comportements électoraux entre les différentes zones constituent une autre raison qui a motivé le choix de cette circonscription. Plus on s'approche du lac (zone 1), plus l'appui au NPD est fort, alors que plus on s'approche de la zone nord (zone 3), plus on obtient de votes conservateurs.

Les trois secteurs de recensement ont voté libéral en 1997, tout comme le reste de la province d'ailleurs. La seconde place révèle toutefois certaines différences selon le lieu de résidence, la zone 3 ayant appuyé plus largement le Parti réforme/Alliance canadienne, alors que la zone 1 accordait une partie de son vote au NPD.

L'enquête effectuée par l'auteur suit de très près les résultats des plus récentes élections fédérales et provinciales, sauf peut-être que l'appui accordé au NPD lors des élections provinciales semble moins important que ce que révèle le résultat des élections. L'hypothèse retenue pour expliquer cette différence serait que, parmi les 203 répondants interrogés, aucun n'habitait le complexe d'habitat social présent dans la circonscription.

Les variations dans les préférences partisans entre les banlieues et les villes centres dans cette circonscription s'expliquent par des caractéristiques individuelles, plus particulièrement le type d'emploi (occupation), suivi de près par l'ethnie. L'ethnie, en particulier, expliquerait en bonne partie l'appui accordé au Parti libéral.

Les variables associées au style de vie/choix personnels semblent également très déterminantes dans les comportements et les valeurs politiques. À la question (ouverte) « Pourquoi avez-vous choisi d'habiter là où vous habitez ? », l'auteur a obtenu différentes explications très inégales selon la zone d'habitation et les comportements électoraux. Ceux qui votent plus à droite, particulièrement dans les banlieues, ont choisi le quartier parce qu'« ils aimait simplement la maison » et ses caractéristiques. Les personnes qui votent plus à gauche et qui habitent la ville centre, particulièrement à Toronto, ont basé leur choix de résidence sur la vie de quartier et le sentiment d'appartenance à la communauté. Ils semblent plus sensibles aux qualités du milieu extérieur.

« Vos opinions politiques sont-elles reliées de quelque façon que ce soit à l'endroit où vous habitez ? » Les seules personnes à répondre oui à cette question sont des partisans du NPD. Plus de la moitié de ces répondants, qui habitent principalement la ville centre, ont répondu par l'affirmative.

Parmi ces répondants, on retrouve deux types de discours : la communauté choisie en réaction à la vie de banlieue et les convictions par rapport à l'environnement. Ils adoptent le transport en commun pour des raisons environnementales et ils veulent vivre à proximité de gens qui partagent leurs convictions.

Le contexte spatial ou géographique de l'information semble déterminant dans les attitudes et les comportements politiques. L'auteur a posé la question suivante : « Comment le fait de vivre

ici a-t-il influencé vos opinions politiques ? ». Par la suite, il a demandé : « Croyez-vous que cela ait contribué à vous faire adopter des vues à gauche ou à droite ? » L'auteur a observé de très grandes différences dans les réponses selon les zones de résidence.

Les deux discours principaux utilisés par les personnes dont l'expérience locale a renforcé des valeurs propres à la droite :

1. Responsabilité et services non essentiels

Selon eux, la piètre qualité des services locaux ne justifierait pas le taux de taxation. En banlieue, l'essentiel, c'est l'entretien des routes. Les tenants de ce discours sont, dans une grande proportion, des partisans du Parti conservateur et habitent la zone 3 (East York, banlieue de première couronne).

2. Exclusion sociale – les immigrants, les assistés sociaux

Les répondants veulent exclure de leur quartier les citoyens indésirables ou certains types d'habitations.

Deux discours principaux utilisés pour les personnes dont l'expérience locale a renforcé des valeurs propres à la gauche :

1. La communauté, le sentiment de sécurité dû au bon voisinage : il se sentent plus concernés par le bien-être collectif, plus engagés par rapport à la communauté.

2. La reconnaissance des besoins dû à la proximité : ils estiment être plus sensibilisés aux problèmes sociaux parce qu'ils en voient directement et quotidiennement les conséquences.

La ségrégation (ethnicité/immigration) est le facteur le plus important pour expliquer les différences dans les préférences accordées aux partis, les caractéristiques individuelles comptant pour 38 % à 44 % des différences en moyenne. Les variables explicatives (mode de transport, type de propriété, choix résidentiel, choix par convictions politiques, influence du contexte local) comptent pour 13 % à 14 %.

CONCLUSION

Le contexte et le lieu de résidence ont pris une importance grandissante au cours des dernières années pour expliquer les différences dans les comportements électoraux et les valeurs politiques au Canada.

La polarisation (ou concentration) politique est le résultat d'une interaction complexe entre le mode de consommation (services publics/privés), le style de vie ou les choix personnels, le contexte spatial et local de l'information.

Seuls les partisans du NPD affirment avoir adopté la ville centre parce qu'ils y retrouvent une plus grande concentration de personnes qui partagent leurs valeurs. Le déplacement des partisans de la gauche vers la ville centre a une conséquence directe sur l'augmentation des tendances de droite dans les banlieues.

Le seul endroit au Canada où il y a accroissement de la population, c'est la banlieue. On peut croire que cette tendance aura des implications non seulement dans les politiques publiques à caractère social, mais également dans la représentation politique.